

Publications périodiques

Comptes annuels

GENEBANQUE

Société par Actions simplifiée au capital de 134.219.215 euros
Siège social : 17 cours Valmy – 92800 Puteaux
327 479 069 R.C.S. NANTERRE

Comptes annuels au 31 décembre 2017.**I. — Bilan.**

(En milliers d'Euros)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux		
Effets publics et valeurs assimilées (note 2)		
Créances sur les établissements de crédit (note 3)	32 451 655	27 347 498
A vue	169 434	88 414
A terme	32 282 221	27 259 084
Opérations avec la clientèle (note 4)	2 846	6 173
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	2 846	6 173
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 2)	39 261	47 083
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme (note 5)		
Parts dans les entreprises liées (note 5)	30 884	42 671
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles (note 6)	1	2
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 7)	55	67
Comptes de régularisation (note 7)	66	156
Total	32 524 767	27 443 651

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit (note 8)	32 206 503	27 027 572
A vue	151 019	4 975
A terme	32 055 483	27 022 597
Opérations avec la clientèle		
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes		
A vue		
A terme		
Dettes représentées par un titre	25 000	50 000
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables	25 000	50 000
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 9)	2 114	344
Comptes de régularisation (note 9)	19	
Provisions (note 10)		
Dettes subordonnées (note 11)	140 014	217 565
Fonds pour risques bancaires généraux		

Capitaux propres (note 12)	151 117	148 171
Capital	134 219	134 219
Primes d'émission		
Réserves	12 648	12 584
Écart de réévaluation		
Provisions règlementées		
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	71	85
Résultat de l'exercice	4 178	1 283
Total	32 524 767	27 443 651

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers).

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	165 917	135 265
Engagements de financement (note 20)	153 052	122 400
Engagements en faveur d'établissement de crédit	30 600	
Engagements en faveur de la clientèle	122 452	122 400
Engagements de garantie (note 20)	12 865	12 865
Engagements en faveur d'établissement de crédit	10 865	10 865
Engagements en faveur de la clientèle	2 000	2 000
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus	50 000	50 000
Engagements de financement (note 20)	50 000	50 000
Engagements reçus d'établissement de crédit	50 000	50 000
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		

Autres engagements	31/12/2017	31/12/2016
Opérations en devises		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir		
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Autres engagements		
Engagements donnés		
Engagements reçus		
Engagements douteux		

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers).

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 13)	674 756	315 204
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	672 031	315 102
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	57	82
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	2 668	19
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 13)	-669 518	-316 711

- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-669 192	-316 537
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		-170
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	-326	-4
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+ Produits sur opération de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable (note 13)	2 838	2 592
+ Commissions (produits) (note 14)	203	285
- Commissions (charges)		-2
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	-184	1 785
- Opérations sur titres de transaction		1 505
- Opérations de change	-184	280
- Opérations sur instruments financiers		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés		
- Plus ou moins value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	29	105
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	29	105
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-8	
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-8	
Produit net bancaire	8 116	3 258
- Charges générales d'exploitation (note 16)	-940	-657
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-940	-657
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles (note 6)	-1	-2
Résultat brut d'exploitation	7 175	2 599
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation	7 175	2 599
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 17)	-1 465	-1 279
- Immobilisations financières	-1 465	-1 279
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	5 710	1 320
+ / - Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices (note 18)	-1 532	-38
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net de l'exercice	4 178	1 283

III. — Annexe.

Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société GENEBAQUE SAS sont établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

— continuité de l'exploitation,

— permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

— indépendance des exercices,

— et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. — Le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 autorise le transfert de titres de transaction inscrits à l'actif du bilan vers d'autres catégories. Lorsque les titres de transactions ne sont plus détenus avec l'intention de les revendre à court terme, l'établissement a la possibilité de les transférer vers les catégories « titres de placement » ou « titres d'investissement » en fonction de la nouvelle intention de détention.

Le règlement précise que les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée et détenu avec l'intention manifeste de les garder jusqu'à l'échéance peuvent être classés en « titres d'investissement ».

Dans le cadre de son activité de mainteneur de marché, Genebanque a acquis en 2010 des Titres Subordonnés Remboursables (TSR) émis par SGPM.

Ces titres ont été classés en portefeuille de négociation dans les comptes sociaux de Genebanque et ils ont été évalués en valeur de marché, les variations des valeurs étant comptabilisées en contrepartie du résultat.

Compte tenu de la faible appétence des investisseurs pour ces titres, le portefeuille résiduel de maturité maximum 2019, est géré en extinction avec l'intention manifeste de détenir les TSR jusqu'à l'échéance. En conséquence, en Février 2017 Genebanque a transféré les TSR de la catégorie "Titres de transaction" vers la catégorie " Titres d'investissement" qui est en adéquation avec son intention actuelle de détention jusqu'à l'échéance.

Changement d'estimation. — Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles.

Portefeuille titres. — Les titres sont classés en fonction de :

— Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu;

— L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

— Titres de transaction : Ce sont des titres, qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché.

Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles sont représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

A la clôture de l'exercice, les titres de transaction sont évalués sur la base de leur valeur de marché.

Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, dans la rubrique " Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation". Les coupons encaissés sur les titres à revenu fixe du portefeuille de transaction sont également classés dans la rubrique "Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation".

— Titres de placement : Actions et autres titres à revenus variables :

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins values latentes ainsi constatées. En cas de moins values latentes, une dépréciation du portefeuille titres est constatée en comptabilité.

Les revenus attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à Revenus Variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

— Titres de participations, autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées : Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres ou la rentabilité.

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à constitution d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenus variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens en utilisant le mode d'amortissement suivant :

Nature immobilisation	Mode	Durée d'utilisation
Logiciel	Linéaire	3 ans

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Impôts différés. — La société utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux. Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales.

Les variations de l'exercice sont inscrites en compte de résultat dans le poste « impôt sur les bénéfices » et les stocks sont enregistrés au bilan dans le poste « compte de régularisation ».

Provisions. — Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Une provision pour redressement fiscal est incluse dans ce poste.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Dettes subordonnées. — Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées par contrepartie du compte de résultat.

Opérations en devises. — Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Transactions entre les parties liées. — Conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, la société SAS GENEBAQUE ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

— les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;

— les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Faits marquants de l'exercice :

— Remboursement de capital SOGEBAIL (12 474 K EUR) qui a généré la sortie des titres Sogebail catégories BB, BD et BF remboursées en totalité (3 900 KE) ;

— Titres subordonnées remboursables – Deux lignes des titres arrivées à l'échéance en 2017. Génébanque a abandonné son activité de rachat de TSR depuis juillet 2014 ; SGPM se substitue désormais à Génébanque si un porteur exige le rachat de ses titres. Suite à l'abandon de cette activité, Génébanque a renoncé au statut de PSI. Concernant les TSR déjà acquis, à ce jour, Génébanque les garde en portefeuille. Les TSR ont été reclassés en 2017 de la catégorie « Titres de transaction » vers la catégorie « Titres d'investissement ».

Note 2.

1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilés						
Valeur brute						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Obligations et autres titres à revenus fixe						
Valeur brute (*)				38 520	38 520	47 083
(*) Dont émis par des organismes publics						

Créances rattachées				740	740	
Dépréciations						
Valeur nette au bilan				39 261	39 261	47 083
Actions et autres titres à revenu variable						
Valeur brute						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Total				39 261	39 261	47 083

2. Informations complémentaires sur les titres :

(En milliers d'Euros)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	31/12/2017
Ventilation des titres à revenu fixe ou variable				38 520	38 520
Titres cotés					
Titres non cotés (1)				38 520	38 520
(1) Titres subordonnées remboursables					

3. Transfert de portefeuille :

En application de l'avis du CNC 2008-19 publié en Décembre 2008, la société a procédé aux transferts suivants au 1er trimestre 2017 :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable en date de transfert Portefeuille de destination					
	Valeur comptable d'origine	Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement	Total	Valeur comptable 31/12/2017	Juste valeur 31/12/2017
Portefeuille d'origine						
Portefeuille de transaction	47 083		47 083	47 083	38 520	38 520
Obligation et autres instruments de dettes						
<p>(1) Dans le cadre de son activité de mainteneur de marché, Genebanque a acquis en 2010 des Titres Subordonnées Remboursables (TSR) émis par SGPM. Ces titres ont été classés en portefeuille de négociation dans les comptes sociaux de Genebanque et ils ont été évalués en valeur de marché, les variations des valeurs étant comptabilisées en contrepartie du résultat. Compte tenu de la faible appétence des investisseurs pour ces titres, le portefeuille résiduel de maturité maximum 2019, est géré en extinction avec l'intention manifeste de détenir les TSR jusqu'à l'échéance. En conséquence, en Février 2017 Genebanque a transféré les TSR de la catégorie "Titres de transaction" vers la catégorie " Titres d'investissement" qui est en adéquation avec son intention actuelle de détention jusqu'à l'échéance.</p> <p>(2) La juste valeur du portefeuille de transaction au moment du transfert a été de 47 083 KEUR et cette juste valeur est devenue la nouvelle valeur des titres transférés. Par rapport à la valeur nominale de titres de 42 922 KEUR, la plus-value latente qui aurait été comptabilisée dans le résultat si les titres de transactions n'avaient pas été reclassés est de 4 161 KEUR.</p>						

Note 3. — Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)		31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts		32 451 655	27 347 498
A vue :		169 434	88 414
Comptes ordinaires		169 434	88 414
Prêts et comptes au jour le jour			
Valeurs reçues en pension au jour le jour			
A terme :		32 282 221	27 259 084
Prêts et comptes à terme		32 282 221	27 259 084
Prêts subordonnés et participatifs			
Valeurs reçues en pension à terme			
Créances rattachées			
Créances douteuses			
Total brut		32 451 655	27 347 498
Dépréciations			
Total net		32 451 655	27 347 498
Titres reçus en pension			
Créances rattachées			

Total	32 451 655	27 347 498
-------	------------	------------

Note 4. — Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	2 845	6 173
Crédits de trésorerie		
Crédits à l'exportation		
Crédits à l'équipement		
Crédits à l'habitat		
Autres crédits à la clientèle	2 845	6 173
Comptes ordinaires débiteurs		
Opérations d'affacturage	1	
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Total brut	2 846	6 173
Dépréciations		
Total net	2 846	6 173
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	2 846	6 173

Note 5.

1. Participations et autres titres détenus à long terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2017
Titres de participation					
Valeur brute (*)					
* Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations (*)					
(*) Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan					
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute (*)					
(*) Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations (*)					
(*) Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan					
Total net					

2. Parts dans les entreprises liées

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres (1)	31/12/2017
Établissement de crédit	47 959	2 159	12 474	-3 900	33 744
Côtés					
Non cotés	47 959	2 159	12 474	-3 900	33 744
Autres	8		8		
Côtés					
Non cotés	8		8		
Dépréciations (2)	-5 296	-826	3 262		-2 860
Total net	42 671	1 333	15 744	-3 900	30 884

(1) Réduction de capital SOGEBAIL 12 474 KE
 (2) Reprise provision sur titres Sogebail catégories BB, BD et BF remboursées en totalité (3 262 KE)
 (3) Sortie de titres 3 900 KE: titres Sogebail catégories BB, BD et BF remboursées en totalité

3 - Liste des transactions entre parties liées :

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises.

Le tableau ci-dessous présente la liste des transactions significatives effectuées par l'établissement avec des parties liées lorsque ces transactions n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché du secteur bancaire.

(En milliers d'Euros)		Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions réalisées avec la partie liée	Autres informations
Nature de la partie liée				

Note 6.

1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2017	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2017	Valeur nette 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	17				17	-16	1
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total	17				17	-16	1

2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	-15	-1			-16
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					
Total	-15	-1			-16

3 - Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2017
Immobilisations incorporelles	-1				-1
Immobilisations corporelles					
Total	-1				-1

Note 7.

Autres actifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs :		
Sous-total	55	67
Compte courant SG impôt groupe	34	18
Débiteurs divers	21	49
Comptes de régularisation :		
Sous-total	66	156
Charges comptabilisées d'avance	23	18
Produits à recevoir	43	138
Créances sur les établissements de crédit	5	13
Opérations avec la clientèle	38	56
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Opérations de location simple		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Autres actifs		69
Comptes de régularisation		
Impôts différés		
Autres comptes de régularisation		
Total brut	121	223
Dépréciations		
Total net	121	223

Note 8.

Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue :	151 019	4 975
Dépôts et comptes ordinaires	151 019	4 975
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	32 055 483	27 022 597
Emprunts et comptes à terme	32 055 483	27 022 597
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées		
Titres donnés en pension		
Total	32 206 503	27 027 572

Note 9.

Autres passifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs	2 114	344
Compte courant SG impôt groupe	1 548	30
Versement restant à effectuer sur titres		
Créditeurs divers	566	314
Comptes de régularisation	19	
Charges à payer		

Dettes envers les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passif		
Comptes de régularisation		
Dettes subordonnées		
Impôts différés		
Produits constatés d'avance	19	
Autres comptes de régularisation		
Total	2 133	344

Note 10. — Provisions et dépréciations.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2017
Provisions						
Provisions						
Engagement hors-bilan avec les établissements de crédit						
Engagement hors-bilan avec la clientèle						
Provisions sectorielles et autres						
Provisions pour risques et charges						
Provisions règlementées						
Amortissements dérogatoires sur le crédit bail						
Amortissements dérogatoires sur la location simple						
Autres						

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2017
Dépréciations						
Dépréciations d'actifs						
Opérations avec les établissements de crédit						
Opérations avec la clientèle						
Opérations de crédit-bail et location simple						
Opérations sur autres actifs						
Dépréciation de titres						

Note 11. — Dettes subordonnées.

(En milliers d'Euros)	Devise	Taux d'intérêt	Montant de l'émission	Date d'échéance	31/12/2017	31/12/2016
Date d'émission						
Titres et emprunts subordonnés à une durée déterminée						
Titres et emprunts subordonnés à terme					140 014	217 565
Emprunts subordonnées	EUR				140 000	140 000
Autres emprunt subordonnées à terme	USD					77 317
Intérêts courus sur emprunts subordonnées	EUR				14	10
Intérêts courus sur emprunts subordonnées à terme	USD					238
Dettes rattachées						
Total					140 014	217 565

Note 12.

1. Évolution des capitaux propres :

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2017
Origine :	1 367
Report à nouveau antérieur	85
Résultat de la période	1 283
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	1 367
Réserve légale	64
Autres réserves	
Dividendes	1 232
Autres répartition	
Report à nouveau	71

(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2017 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 31 mai 2018

2. Capital social. — Le capital social est composé de 8 801 260 actions de 15 € de nominal, entièrement libérées.

3. Ventilation des réserves :

(En milliers d'Euros)	Montant
Réserve légale	7 081
Réserves statutaires	
Autres réserves	5 567
Total	12 648

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Montant
Résultat disponible	4 249
Report à nouveau antérieur	71
Résultat de la période	4 178
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	4 249
Réserve légale	209
Autres réserves	
Dividendes	3 969
Autres répartition	
Report à nouveau	71

5. Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Capital	134 219			134 219
Primes d'émission				
Réserves	12 584	64		12 648
Écart de réévaluation				
Provisions réglementées				
Subvention d'investissement				
Report à nouveau	85		14	71
Résultat de l'exercice	1 283	2 895		4 178
Distribution				
Total	148 171	2 959	14	151 117

Note 13.

1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Sur opérations avec les établissements de crédit :	669 192	672 031	2 839	-1 435

Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	669 192	672 031	2 839	-1 435
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur opérations avec la clientèle :		57	57	-88
Créances commerciales		57	57	-88
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	326	2 668	2 342	15
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés				
Total	669 518	674 756	5 238	-1 508

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme	2 838	2 592
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total	2 838	2 592

Note 14.

Produit net des commissions :

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Opérations avec les établissements de crédit		49	49	39
Opérations avec la clientèle		154	154	244
Opérations sur titres				
Opérations de crédit bail et assimilées				
Opérations de location simple				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie				
Prestations de services et autres				
Total		203	203	283

Note 15.

Résultat net sur opérations financières :

(En milliers d'Euros)	Net 2017	Net fin 2016
Résultat net sur portefeuille de négociation :	184	-1 785
Résultat net des opérations sur titres de transaction		-1 505
Résultat net des opérations de change	184	-280
Résultat sur instruments financiers à terme		
Résultat net sur titres de placement :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotation aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Autres		
	184	-1 785

Note 16.

1. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs	-940	-657
Impôts et taxes	-346	-143
Services extérieurs	-594	-514
Autres		
Total	-940	-657

2. Effectif moyen :

	France	Étranger	2017	2016
Cadres				
Non cadres				
Total				

3. Rémunération des dirigeants. — Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction.

Note 17. — Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Immobilisations corporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Immobilisations incorporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Titres de participation, parts dans les ent. Liées et autres titres LT	-1 465	-1 279
Plus-values de cession		962
Moins-values de cession	-3 900	-2 368
Dotations aux dépréciations ou provisions	-827	-1 578
Reprises de dépréciations ou provisions	3 262	1 705
Autres		
Total	-1 465	-1 279

Note 18.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Charge fiscale courante	1 548	30
Charge fiscale différée	-16	8
Total	1 532	38

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros) Ventilation résultats	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1 - Taxé au taux normal	7 175	-1 215	1 987		1 987	5 188
2 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	7 175	-1 215	1 987		1 987	5 188
3 - Taxé au taux normal						
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						

III. Résultat d'exploitation (I + II)	7 175	-1 215	1 987		1 987	5 188
5 - Taxé au taux normal	-1 465		-488		-488	-977
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
IV. +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)	-1 465		-488		-488	-977
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	5 710	-1 215	1 499		1 499	4 211
VI. Résultat exceptionnel						
Dotation nettes aux provisions réglementées						
Impôt courant			1 499		1 499	
Impôt diffère			-16		-16	16
Crédit d'impôt comptabilisé						
Contributions			49		49	-49
AUTRES (à préciser)						
Résultat net	5 710	-1 215	1 532		1 532	4 178

(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance

3. Situation fiscale différée :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux	Actif 2017	Passif 2017	Stock au 31/12/2017	Stock au 31/12/2016
Détail des différences temporaires						
Allègement futur d'impôt						
IS diffère sur C3S 2016	50	34,43%	17			
Accroissement futur d'impôt						
IS diffère sur C3S 2017	130	25,83%		34		
Total			17	34	-17	7

Note 19.

Dotation nette de FRBG et provisions réglementées :

(En milliers d'Euros)	Dotations	Reprises	2 017	2 016
Provisions des fonds pour risques bancaires généraux				
Provisions règlementées				
Total				

Note 20. — Opérations non inscrites au bilan.

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan.

Sont présentées les opérations dont les risques et avantages en résultant sont significatifs et dont la divulgation est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise.

1. Engagements hors-bilan comptabilisés :

1.1. Hors-bilan - Engagements reçus et donnés :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		153 052
En faveur d'établissements de crédit		30 600
En faveur de la clientèle		122 452
Engagements de garantie :		12 865
D'ordre d'établissements de crédit		10 865
D'ordre de la clientèle		2 000

Engagements reçus :		
Engagements de financement :		50 000
D'établissements de crédit		50 000
De la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		

1.2. Hors-bilan - engagements sur titres :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Titres à livrer		
Titres à recevoir		

1.3. Hors-bilan - engagements douteux. — Néant.

1.4. Hors-bilan - autres engagements. — Néant.

2. Engagements non comptabilisés en hors bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Échéance	Bénéficiaire contrepartie	Commentaires
Engagements donnés				
Engagements reçus				

Note 21. — Emplois et ressources ventiles selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2017				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois					
Créances sur les établissements de crédit	5 218 186	10 065 381	14 579 359	2 588 728	32 451 655
Opérations avec la clientèle	2 846				2 846
Obligations et autres titres à revenu fixe		15 897	23 364		39 261
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement		15 897	23 364		39 261
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit	5 177 696	10 078 904	14 567 904	2 381 998	32 206 503
Opérations avec la clientèle					
Dettes représentées par un titre	10 000	15 000			25 000

Note 22. — Identité de la société consolidant.

Les comptes annuels de la SAS GENEBAQUE sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :
SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 23. — Intégration fiscale.

La Société GENEBAQUE est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/1996

Son résultat fiscal déterminé comme si elle n'était pas membre du groupe est le suivant :

Bénéfice à court terme de 4 495 525 €

Bénéfice à long terme de €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 1 547 959 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 24. — Informations concernant les entreprises liées.

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %).

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Part entreprises liées
Postes de l'actif		
Créances sur les établissements de crédit	32 451 655	32 451 643
Opérations avec la clientèle	2 846	
Obligations et autres titres à revenu fixe	39 261	39 261
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées	30 884	30 884
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations	1	
Autres actifs et comptes de régularisation	120	72
Postes du passif		
Dettes envers les établissements de crédit	32 206 503	32 206 503
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs et comptes de régularisation	2 134	1 861
Provisions et subventions d'investissement		
Dettes subordonnées	140 014	140 014
Postes du hors bilan		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	30 600	
Engagements en faveur de la clientèle	122 451	
Engagements reçus d'établissement de crédit	50 000	50 000
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	10 865	10 865
Engagements en faveur de la clientèle	2 000	2 000
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Autres engagements		
Engagements douteux		
Postes du compte de résultat		
Intérêts et produits assimilés	674 756	674 710
Revenus des titres à revenu variable	2 838	2 838
Produits de commissions	203	
Intérêts et charges assimilées	-669 518	-669 518
Charges de commissions		
Autres (à détailler si significatif)		

Note 25. — Tableau des filiales et participations (1^{ère} partie).

(En milliers d'Euros) Sociétés / siège social	31/12/2017				
	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de GENEBAQUE					
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par GENEBAQUE)					
SOGEBAIL	34 580	9 178	75,32 %	33 638	30 778
29 Bld Haussmann 75009 Paris				33 238	30 378

GENECAL 17 Cours Valmy 92800 Puteaux B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations A) Filiales non reprises au paragraphe I : 1°/ Filiales françaises 2°/ Filiales étrangères B) Participations non reprises au paragraphe I : SG SAUDI ARABIA RIYADH SAUDI ARABIA	400	517	100 %	400	400
				106	106
				106	106

Note 25 (suite). — Tableau des filiales et participations (2^{ème} partie).

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					
	Montant des prêts et avances consentis et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés parla Société au cours de l'exercice	Observations / Date du dernier exercice clos
Sociétés / siège social I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de GENEBAQUE A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) SOGEBAIL 29 Bld Haussmann 75009 Paris GENECAL 17 Cours Valmy 92800 Puteaux II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations A) Filiales non reprises au paragraphe I : 1°/ Filiales françaises 2°/ Filiales étrangères B) Participations non reprises au paragraphe I : SG SAUDI ARABIA RIYADH SAUDI ARABIA			105 484 429	2 190 -61	2 838	31-dec-2017 31-dec-2017

Note 26.

3 - Liste des filiales et participations :

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) SOGEBAIL 29 Bld Haussmann 75009 Paris GENECAL 17 Cours Valmy 92800 Puteaux B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par GENEBAQUE) SG SAUDI ARABIA RIYADH SAUDI ARABIA D) Certificats d'association	43 758 917 NC	2 190 -61 NC	75,32% 100,00% 1,00%

Note 27. — Honoraires des commissaires aux comptes.

Les honoraires HT des lettres de mission de nos commissaires aux comptes, au titre de l'exercice 2017, s'élève à :

DELOITTE & ASSOCIES	15 022,00 €
ERNST & YOUNG	15 022,00 €

Les honoraires HT de la réforme d'audit, au titre de l'exercice 31/12/2017, s'élève à :

DELOITTE & ASSOCIES	10 500,00 €
ERNST & YOUNG	10 500,00 €

Note 28. — Ventilation des produits bancaires.

(En milliers d'Euros)	Produits France	Produits export	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	60 165	614 591	674 756	315 204
Revenus des titres à revenu variable	2 838		2 838	2 592
Produits de commissions	203		203	285
Gains de change	-184		-184	280
Autres produits d'exploitation bancaire	29		29	105
Total	63 051	614 591	677 642	318 466

IV. — Affectation du résultat de l'exercice clos au 31/12/2017 selon l'assemblée générale ordinaire du 31 mai 2018.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit 4.178.302,56 euros, de la manière suivante :

+ Bénéfice de l'exercice	4.178.302,56 Euros
+ Report à nouveau antérieur	+ 71.154,31 Euros
= Résultat à affecter	4.249.456,87 Euros
Affectation à la réserve légale (5%)	208.915,13 Euros
Report à nouveau	79.974,74 Euros
Dividende à verser aux actionnaires	3.960.567,00 Euros

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

A l'associé Unique de la société GENABANQUE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la décision collective des associés et décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Genébanque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

— Référentiel d'audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Comptabilisation des prêts et emprunts avec les établissements de crédit

Risque identifié	Notre réponse
<p>La principale activité de votre société consiste à assurer le refinancement de certaines filiales et succursales de Société Générale à travers l'octroi de prêts à celles-ci en contrepartie d'emprunts réalisés principalement auprès de Société Générale.</p> <p>Comme précisé dans les notes 3 « Créances sur les établissements de crédit » et 8 « Dettes envers les établissements de crédit » de l'annexe aux comptes annuels, les créances sur les établissements de crédit s'élèvent à M€ 32.452 et les dettes envers les établissements de crédit à M€ 32.207 au 31 décembre 2017, soit 99 % du total bilan. Cette activité génère l'essentiel des produits et charges d'intérêts de votre société au cours de l'exercice.</p> <p>Nous considérons que la comptabilisation des prêts et des emprunts avec les établissements de crédit constitue un point clé de l'audit en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> – de la taille de cette activité à l'échelle de la société ; – du volume d'opérations réalisées au cours de l'exercice, en particulier le renouvellement régulier de lignes de prêts et emprunts ; – du volume élevé d'opérations libellées en devises. 	<p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – prendre connaissance des principes comptables afférents aux créances sur les établissements de crédit et aux dettes envers les établissements de crédit décrits dans la note 1 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels ; – réaliser une réconciliation entre les opérations de prêts et d'emprunts avec les établissements de crédit présentes dans le système comptable et celles extraites de l'outil de gestion Horus ; – sur la base d'un échantillon d'opérations de prêts et d'emprunts avec les établissements de crédit, examiner l'enregistrement en comptabilité de ces opérations ; – examiner la cohérence des taux de conversion utilisés pour les opérations en devises et contrôler leur application ; – effectuer un contre-calcul des produits et des charges d'intérêts comptabilisés sur un échantillon de contrats.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

— Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GENEBAQUE par votre assemblée générale du 2 avril 2006 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et par décision de l'associé unique du 31 mai 2017 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2017, le cabinet DELOITTE ASSOCIES était dans la douzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et AUTRES dans la première année.

Antérieurement, le cabinet ERNST & YOUNG AUDIT était commissaire aux comptes de la société GENEBAQUE de 2005 à 2016.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

— Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercices professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 23 mai 2018.

Les commissaires aux comptes :

DELOITTE & ASSOCIES
Charlotte Vandeputte

ERNST & YOUNG et Autres
Isabelle Santenac

VI. — Documents sociaux.

Les documents relatifs à la société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses assemblées par le Conseil d'Administration ou les commissaires aux comptes peuvent être consultés au 17, cours Valmy - 92800 PUTEAUX"